

Crise énergétique : y a-t-il des solutions rapides ?

Nous traversons actuellement la pire crise énergétique depuis un demi-siècle. Le coût du chauffage de nos maisons augmente, le prix que nous payons à la pompe est élevé, et l'impact de ces augmentations sur les prix d'autres biens et services touche tout le monde.

Trois facteurs sont à l'origine de la cause : le changement climatique, la pandémie de coronavirus et la guerre en Ukraine. La combinaison de ces problèmes a entraîné une hausse des prix de l'énergie. L'impact de cette hausse sur notre vie quotidienne est considérable, mais il semble que les solutions proposées jusqu'à présent soient de peu d'effet et n'aient pas réussi à résoudre la crise énergétique.

« À court terme, la "demande" est le seul problème à résoudre », déclare Mark Lacey, gestionnaire de fonds. « La demande doit baisser en raison des prix élevés. La racine de cette crise énergétique n'est pas seulement le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Il s'agit tout simplement d'un manque d'investissement dans l'ensemble du secteur. »

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les investissements annuels dans l'approvisionnement en pétrole et en gaz sont passés d'environ 1 100 milliards de dollars en 2014 à environ 350 milliards de dollars en 2021. « À court terme, nous devons investir », déclare M. Lacey. « Cela fait maintenant des années, depuis 2012/2013, que nous encourageons notamment les entreprises de combustibles fossiles à ne justement pas faire cela. »

Crise climatique

Le problème a été exacerbé par la crise climatique. Les décideurs politiques ont fait pression sur l'industrie de l'énergie pour qu'elle abandonne les nouveaux projets pétroliers et gaziers et passe à des énergies plus propres. Le coût du financement des projets liés aux combustibles fossiles a fortement augmenté depuis lors, ce qui a contribué à la baisse des investissements.

C'est la raison pour laquelle l'industrie fossile est actuellement si lente à réagir à la crise énergétique. Et même si elle parvenait à réagir, il faudrait de nombreuses années, voire des décennies, pour mettre les plans en œuvre.

Selon les Nations unies, une guérison « verte » de la pandémie aurait aidé les pays à stimuler la croissance économique et l'emploi. On appelait aussi cette guérison « Build back better ». Toutefois, selon l'AIE, les dépenses liées aux énergies vertes ne représentent que 3 % des 17 000 milliards de dollars dépensés pour aider l'économie à se remettre de la récession causée par la pandémie. L'Agence fait valoir que les progrès ont été insuffisants et n'ont pas suivi la croissance de la demande énergétique globale.

Follow the money

Pourquoi alors les compagnies d'énergie ne font-elles rien pour aider face à la crise ? C'est parce qu'elles ont surtout cherché à s'occuper de leurs entreprises et de leurs actionnaires dans une période historiquement difficile.

Richard Nourse, fondateur de Greencoat Capital (qui fait partie du Groupe Schroders), pense que la « big energy » ne fait qu'appliquer la sagesse traditionnelle qui consiste à « suivre l'argent ». Pour lui, il s'agit plus d'une simple réalité de la vie sur ce marché, que d'une question morale.

Selon l'AIE, les revenus mondiaux du gaz atteindront 4 000 milliards de dollars d'ici 2022. Cela ne signifie qu'il s'agisse de mauvaises personnes », explique M. Nourse. « Cela signifie juste que les marchés sur lesquels ils ont historiquement investi offrent de meilleures opportunités que ceux sur lesquels ils sont susceptibles d'investir à l'avenir. »

L'AIE note que les investissements dans les énergies propres réalisés par l'industrie pétrolière et gazière ne représentaient qu'environ 1 % du total des dépenses d'investissement en 2020. Ce chiffre devrait toutefois passer à plus de 4 % d'ici 2021. C'est encore beaucoup moins que les 50 % attendus par les experts du secteur d'ici 2030.

La bonne nouvelle pour les entreprises du secteur de l'énergie et les investisseurs est que le coût du capital pour les projets d'énergie renouvelable se situe désormais entre 3 et 10 % pour les développements à long terme. C'est nettement moins que les 15 % d'il y a dix ans.

Nourse : « Ce n'est qu'au cours des dernières années que l'on a assisté à un véritable virage vers les énergies renouvelables. Comme des investissements sont réalisés dans des projets neutres sur le plan climatique, on verra certainement une réponse énergétique à terme, mais ce n'est pas non plus quelque chose qui sera visible à très court terme ».

Les énergies renouvelables ne sont pas la solution à la crise énergétique

Il ne s'agit pas seulement d'investissement, affirme M. Nourse : « Il faut également modifier le fonctionnement du marché pour que le faible coût des énergies renouvelables se reflète dans le prix payé par les consommateurs.

Selon Mark Lacey, les énergies renouvelables ne sont pas le moyen de résoudre la crise énergétique actuelle. Et malheureusement, il n'y a pas de solution à court terme. C'est la « destruction » de la demande qui fera baisser les prix à court terme.

Il semble que cette destruction de la demande soit déjà en cours. Les dernières données en provenance des États-Unis et de l'Europe montrent que la production commence à se contracter. Cela ne signifie pas pour autant que nous allons soudainement assister à une baisse considérable des coûts énergétiques. Les prix de l'énergie devraient rester élevés pendant longtemps.

L'Allemagne durement touchée

Hanovre est une ville du nord-ouest de l'Allemagne, où se trouvent de grandes entreprises telles que Sennheiser et TUI. La ville est également célèbre pour ses musées mondialement connus et ses parcs magnifiques. Mais, comme dans de nombreuses autres régions d'Allemagne, la crise énergétique fait qu'il y fait rapidement plus froid et plus sombre.

Les bâtiments publics de la ville ont coupé le gaz pour le chauffage. Il n'y a plus d'eau chaude pour se laver les mains dans les bâtiments publics ou pour les douches dans les installations sportives.

Des mesures similaires ont été prises dans d'autres villes allemandes. L'Allemagne est la plus grande économie d'Europe et les experts en énergie affirment que le pays doit faire davantage d'efforts pour atteindre la « sécurité énergétique ». Mais l'énergie à un prix abordable est devenue rare ces derniers mois.

Ces dernières années, l'Europe s'est fortement appuyée sur le gaz russe bon marché. L'Allemagne est traditionnellement tributaire du gaz russe pour alimenter ses foyers et ses entreprises. Jusqu'à récemment, près de ⅔ des importations de gaz de l'Allemagne provenaient de Russie.

GNL

Le gaz naturel et sa forme liquide, le GNL, sont actuellement les produits de base les plus populaires au monde. En Europe, les prix du gaz ont augmenté de quelque 700 % depuis le début de l'année dernière. Il s'agit d'une augmentation extrême, même selon les normes des marchés turbulents d'aujourd'hui.

La demande de gaz naturel augmente, en partie parce qu'il s'agit d'une alternative plus propre au pétrole et au charbon. La combustion du gaz naturel rejette moins de dioxyde de carbone dans l'air. Si nous remplaçons complètement l'énergie provenant du charbon par celle provenant du gaz, nous réduirons de moitié les émissions de dioxyde de carbone. Le gaz compense également la réduction de l'énergie nucléaire dans des pays comme l'Allemagne.

Mais ce n'est pas seulement la demande de gaz qui fait grimper les prix de l'énergie. Il y a aussi le caractère limité de l'offre. En réponse aux sanctions imposées par l'UE après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le président Vladimir Poutine a fait de l'énergie une arme.

Nord Stream

Fin juillet, le géant gazier russe Gazprom, une entreprise publique, a annoncé qu'il arrêterait à nouveau une turbine du gazoduc Nord Stream 1 vers l'Allemagne à des « fins de maintenance ». En conséquence, le débit de gaz est tombé à seulement 20 % de sa capacité normale.

Cela s'est produit après que le chancelier allemand a mis en pause le processus de certification de Nord Stream 2. Un gazoduc offshore de 1 200 km pour doubler le flux de gaz de la Russie vers l'Allemagne. Il s'agit d'un énorme projet énergétique dont la construction a duré plusieurs années et coûté 11 milliards de dollars, en partenariat avec Gazprom.

Gazprom produit environ 80 % de tout le gaz naturel russe. Les responsables européens ont qualifié les actions de Gazprom autour de Nord Stream 1 de « politiquement motivées ». Selon l'UE, ils sèment ainsi l'incertitude et font grimper les prix. Et comme la fin de la guerre en Ukraine n'est pas encore en vue, l'Europe et le monde sont confrontés à une dure réalité : la sécurité énergétique n'est plus garantie.

Et la situation pourrait empirer. « Il est clair que de nombreux pays d'Europe continentale connaîtraient des jours sombres et froids s'ils étaient privés de gaz russe pendant les 18 prochains mois », déclare Richard Nourse. M. Nourse pense que les alliés de l'Europe ne seront pas en mesure de venir à la rescousse de sitôt.

L'Europe prise en otage par la Russie

Selon M. Nourse, il est impossible d'obtenir suffisamment de GNL des États-Unis pour compenser l'absence totale de gaz russe dans le système gazier européen pendant au moins deux ou trois hivers. Si les exportations de GNL en provenance des États-Unis et d'autres pays augmentent lentement, l'intensification du commerce du GNL nécessite de gros investissements dans les usines de dégazage et les terminaux d'importation de GNL, qui mettent des années à devenir opérationnels.

Le GNL n'offre dès lors aucune perspective de soulagement significatif à court terme. Nourse : « Mais ils (les pays européens) ont aussi besoin de sécurité énergétique pour ne pas être pris en otage par le gouvernement russe, qui a la main sur le robinet de gaz et pourrait le fermer du jour au lendemain. »

Le contraste est saisissant avec ce qui se passait il y a quelques années, lorsque Angela Merkel, la chancelière allemande de l'époque, et l'UE cherchaient à se rapprocher de la Russie. C'était une tentative de renforcer les liens avec la Russie pour obtenir une énergie moins chère. Cette tentative a toutefois échoué de manière spectaculaire, laissant l'Europe dans une position extrêmement vulnérable.

REPower EU

L'avenir de la sécurité énergétique de l'Europe repose sur le plan REPower EU. L'objectif de ce plan est de rendre l'UE indépendante des combustibles fossiles russes bien avant 2030. Mais même ce plan présente des lacunes.

En effet, l'Europe ne sera pas en mesure d'obtenir suffisamment d'énergie des États-Unis à court terme pour que le plan européen REPower fonctionne correctement, affirme le gestionnaire de fonds Mark Lacey. Et l'on craint que la Russie n'utilise encore plus l'énergie comme une arme et ne coupe complètement le gaz à l'Europe.

La société a besoin d'avoir de l'énergie à un prix qu'elle peut se permettre », explique M. Lacey. « Je pense que nous verrons des mesures prises pour remplacer le gaz russe par du gaz provenant d'autres pays, que ce soit les États-Unis ou le Moyen-Orient.

Mais la Russie reste le principal fournisseur. En effet, les responsables politiques éprouvent des difficultés à conclure des accords avec d'autres pays fournisseurs d'énergie. Le Qatar, par exemple, exige que l'UE signe des accords à long terme sur le GNL si elle veut avoir plus de gaz.

Les citoyens européens, l'Allemagne en tête, y sont opposés, craignant que ces contrats ne les obligent à continuer d'importer des combustibles fossiles même si l'Europe parvient à la neutralité sur le plan climatique.

Même si les pays européens parviennent à exploiter des sources d'énergie alternatives, des problèmes logistiques et infrastructurels doivent également être surmontés. L'Europe n'est pas suffisamment « connectée », ce qui amène Richard Nourse à déclarer : « Il faut également investir dans les infrastructures continentales, en plus de l'augmentation des volumes. C'est donc beaucoup plus complexe que de simplement ouvrir les robinets et de fournir plus de gaz.

Le problème est qu'il n'y a pas de solution miracle maintenant que l'Europe s'éloigne des combustibles fossiles. L'Europe doit augmenter ses importations de gaz par gazoduc et de GNL, au moins à moyen terme.

L'Asie a également été touchée

L'impact direct de la fermeture de Nord Stream a accru la concurrence pour des expéditions de GNL très limitées. Étant donné la nature des marchés de l'énergie et le désespoir de l'Occident à s'approvisionner, la ruée pour combler le fossé se transforme en une ruée mondiale.

Les pays asiatiques, en particulier, s'en inquiètent. Les services publics de Corée du Sud et du Japon craignent que l'Europe ne conserve davantage de gaz pour elle-même à l'approche de l'hiver dans l'hémisphère nord. Par conséquent, les prix continueront à augmenter au fur et à mesure que le plus offrant gagne.

Jusqu'en 2020, l'Europe était pour l'énergie un marché d'appoint dont personne d'autre ne voulait, mais il y a maintenant une pénurie, et elle est désormais en concurrence avec l'Asie. Le stockage de gaz dans l'UE est actuellement d'environ 64 %. Ce chiffre est bien inférieur au niveau souhaité de 90 %. Et tant que l'Europe sera déficitaire en gisements de gaz, les événements qui s'y dérouleront continueront de tirer les prix du GNL en Asie. En conséquence, les prix du gaz sont devenus un facteur important de l'inflation mondiale.

L'impact de la hausse des prix n'est pas ressenti de la même manière dans toute l'Asie. Les pays plus riches, tels que le Japon et la Corée du Sud, disposent des réserves nécessaires pour absorber les fortes hausses de prix. Les pays en développement, en particulier ceux de l'Asie du Sud, devront tout mettre en œuvre pour maintenir leur approvisionnement énergétique. Et comme la lutte pour la sécurité énergétique fait rage, les conséquences pourraient conduire à une guerre des rues, comme nous l'avons déjà vu au Sri Lanka.

Les prix de l'électricité sont également en hausse

Les problèmes actuels ne sont pas seulement liés au gaz. Selon Alexander Monk, gestionnaire de portefeuille chez Global Resource Equities, la sécurité énergétique ne peut plus être considérée comme acquise. « Nous utilisons tous plus d'électricité que jamais et nous aurons besoin de beaucoup plus d'électricité à mesure que nous progressons dans la transition vers une économie plus propre », déclare-t-il. La demande mondiale d'électricité est désormais proche des 30 000 térawattheures. On prévoit que ce chiffre devrait atteindre 130 000 térawattheures d'ici 2050 si nous voulons atteindre nos objectifs de zéro émission nette. »

« Des technologies telles que les pompes à chaleur, la conduite électrique et les panneaux photovoltaïques pour les alimenter seront indispensables pour une transition en douceur vers un monde électrique. Mais notre infrastructure est-elle prête à prendre en charge toutes ces nouvelles applications passionnantes ? Je crains parfois que nous ne soyons pas encore assez avancés pour une transition complète », déclare M. Monk. '

En tant qu'habitant d'un appartement sans parking ni espace pour une station de recharge, M. Monk se rend compte qu'il existe encore toutes sortes d'obstacles à une transition en douceur vers une économie plus électrique. « Les bornes de recharge publiques et la gestion du réseau

local sont essentielles pour que chacun puisse participer. Et aussi des solutions de stockage de l'énergie, afin que le réseau puisse faire face à l'augmentation de la charge. »

« On peut avoir une énergie 100% verte, mais cela ne sert à rien s'il n'y a pas d'infrastructure pour utiliser cette énergie propre et bon marché », poursuit M. Monk. « Par conséquent, des éléments tels que les stations de recharge, mais aussi les solutions de gestion du réseau et de stockage de l'énergie qui les sous-tendent, sont nécessaires pour que le réseau puisse gérer cette charge accrue. »

M. Monk cite l'entreprise néerlandaise Alfen comme exemple de la manière dont cela peut être conçu. Alfen est une petite entreprise qui fournit des points de charge CA de haute qualité et des solutions pour les applications de réseaux intelligents et le stockage d'énergie. Monk : « La technologie d'Alfen est le lien de connexion pour le réseau électrique du futur. L'année dernière, Alfen a installé plus de 100 000 points de charge dans le monde. Cela représente une augmentation de 100 % en un an. Ils ont également aidé plus de 200 000 foyers à obtenir une énergie propre et bon marché en connectant de nouveaux parcs solaires au réseau. »

Le texte ci-dessus est basé sur deux podcasts

- [Energy crisis special part one - tackling the rising cost of energy](#)
- [Energy crisis special part two - how do we ensure our energy security?](#)

FIN

Contacts presse

Wim Heirbaut

Senior PR consultant

Befirm

Tél +32 475 74 17 52

wim.heirbaut@bepublicgroup.be

Tania Jeronimo Cabral

Head of Marketing Schroders Benelux

Tél +31 (0)20 305 28 51

tania.jeronimo@schroders.com

Uniquement pour la presse spécialisée. Pour consulter les derniers communiqués de presse de Schroders, rendez-vous sur : <http://ir.schroders.com/media>

Schroders plc

Fondée en 1804, Schroders est l'une des plus grandes sociétés de gestion indépendantes d'Europe en termes d'encours sous gestion. Au 31 décembre 2021, l'encours sous gestion s'élevait à 731,6 milliards de livres sterling (871,3 milliards d'euros; 990,9 milliards de dollars). La famille fondatrice reste actionnaire de référence, détenant environ 48 % des actions avec droit de vote de la société. Schroders a continué à générer de solides résultats financiers. Elle présente une capitalisation boursière d'environ 8 milliards de livres sterling et emploie plus de 5 700 personnes sur 37 sites.

Schroders bénéficie du modèle économique le plus diversifié de tous les gérants d'actifs britanniques par zone géographique, classe d'actifs et type de client. Schroders propose des produits et solutions innovants dans ses cinq domaines d'activité: institutionnels, fonds communs de placement, actifs privés non cotés et actifs de diversification, et gestion de patrimoine. Ses clients comprennent des compagnies d'assurance, des régimes de retraite, des fonds souverains, des fonds de dotation et des fondations. La société gère également des actifs pour les clients finaux dans le cadre de ses relations avec les distributeurs, les conseillers financiers et les plateformes en ligne. L'offre de gestion de patrimoine de Schroders reflète son ambition stratégique de fournir des services de gestion de patrimoine et de planification financière aux clients sur l'ensemble du spectre patrimonial.

Les objectifs stratégiques de Schroders sont de développer son activité de gestion d'actifs, de nouer des relations plus étroites avec ses clients finaux et de développer son activité d'actifs privés non cotés et d'actifs de diversification. Schroders vise à générer d'excellentes performances d'investissement pour les clients par le biais d'une gestion active. La société oriente les capitaux vers des entreprises durables et pérennes pour accélérer les changements positifs dans le monde. La philosophie de Schroders repose sur la conviction qu'en obtenant de bons résultats pour les clients, il en va de même pour les actionnaires et les autres parties prenantes.

Pour des mises à jour régulières par courriel, veuillez vous inscrire en ligne sur www.schroders.com pour bénéficier des services d'alerte de Schroders.

Informations importantes

Ces informations constituent une communication marketing.

Nous déclinons toute responsabilité quant aux erreurs de fait ou d'opinion.

Il n'y a pas lieu de considérer que la présente communication contient des recommandations d'ordre comptable, juridique ou fiscal ou encore liées à des investissements.

Aucun investissement et/ou aucune décision d'ordre stratégique ne doit se fonder sur les opinions et les informations contenues dans le présent support.

Les performances antérieures ne constituent pas un indicateur des performances futures et peuvent ne pas se répéter. La valeur des investissements et le revenu qu'ils génèrent peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse. Les investisseurs peuvent ne pas récupérer l'intégralité des montants initialement investis. Les fluctuations des taux de change peuvent modifier la valeur des investissements à la baisse comme à la hausse.

Ce document exprime les avis et opinions de Schroders qui sont susceptibles de changer.

Les avis et opinions exprimés dans le présent document sont ceux des individus auxquels ils s'adressent et peuvent ne pas représenter les avis exprimés ou reflétés dans les autres publications, stratégies ou fonds de Schroders.

Les informations données dans le présent document sont réputées fiables, mais Schroders ne saurait toutefois en garantir l'exhaustivité ou la fiabilité.

Schroders est responsable du traitement de vos données personnelles. Pour obtenir des informations sur la façon dont Schroders pourrait traiter vos données personnelles, veuillez consulter notre Politique de confidentialité disponible à l'adresse suivante : www.schroders.com/en/privacy-policy ou sur demande au cas où vous n'auriez pas accès à cette page Web.

Pour votre sécurité, les communications peuvent être enregistrées ou écoutées.

Publié par Schroder Investment Management (Europe) S.A., 5, rue Höhenhof, L-1736 Senningerberg, Luxembourg. R.C.S. Luxembourg B 37.799.

Schroders est supervisée par la Financial Services and Markets Authority (FSMA), l'Autorité des services et marchés financiers en Belgique.